

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**4 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018**

**REUNION DES 30 ET 31 MAI 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE AU PERIMETRE  
DU SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT MARITIME DE  
PASSAGERS ET DE MARCHANDISES ENTRE LE PORT DE  
PRUPRIA ET CELUI DE PORTO-TORRES (SARDAIGNE)**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission du Développement Economique, du  
Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de  
l'Environnement

## RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le projet de délibération qui vous est soumis porte sur la mise en œuvre d'un test du marché prenant la forme d'une consultation publique relative au périmètre du service public de transport maritime de passagers et de marchandises entre les ports de Prupià et de Porto-Torres en Sardaigne.

Pour surmonter les difficultés liées à l'absence de connexions permanentes entre la Corse et la Sardaigne et pour mettre en valeur les relations entre les îles, la Regione autonoma della Sardegna (RAS, Assessorat transports) et la Collectivité de Corse (OTC) ont entamé la procédure de création d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT pour la gestion conjointe), dans le cadre du programme INTERREG, qui permettra de gérer des liaisons maritimes et aériennes transfrontalières sur la base du règlement européen 1082/2006 modifié par le règlement 1302/2013.

- Par délibération n° 15/275 AC du 29 octobre 2015, l'Assemblée de Corse « habilite le Président du Conseil Exécutif de Corse ou son représentant, à signer et, plus généralement, à prendre toutes dispositions afin d'assurer le maintien et le renforcement de la liaison maritime entre Propriano et Porto-Torres ».
- Par délibération n° 15/144 AC du 25 juin 2015, l'Assemblée de Corse « autorise le Président du Conseil Exécutif de Corse ou son représentant à élaborer et à mettre en œuvre les projets de coopération territoriale européenne afin de maintenir ou établir des liaisons maritimes régulières avec nos régions voisines transfrontalières afin de tendre vers une continuité territoriale inter-îles ».
- Par déclaration d'intention du 22 février 2017, la Regione Autonoma della Sardegna et la Collectivité Territoriale de Corse ont convenu « dans l'attente de réaliser des outils de gestion conjointe, d'identifier les outils aptes à imposer, même unilatéralement, des obligations de service public convergentes, sur les liaisons Santa Teresa Gallura-Bunifaziu et Prupià-Porto Torres, à la charge respectivement, la première de la Regione Autonoma della Sardegna et la seconde de la Collectivité Territoriale de Corse ».

En ce qui concerne la ligne **Bonifacio/Santa-Teresa-Gallura**, la Regione Autonoma della Sardegna a publié en juillet 2017 le test de marché qui a conclu à l'absence de volonté des compagnies d'assurer cette liaison à l'année dans le cadre du libre marché.

Par délibération n° 2/15 du 16 janvier 2018 le Consiglio Regionale di Sardegna a individualisé un montant de 2 557 500€ pour mettre en œuvre une délégation de service public à partir d'octobre 2018 sur trois années, en attente de la mise en

œuvre du GECT.

Cette ligne historique et importante ne suffit pourtant pas au transport de passagers et de marchandises entre les deux îles.

En ce qui concerne la ligne **Prupia/Porto-Torres**, l'objectif consiste, pareillement, à identifier le périmètre du futur service public de la desserte maritime, dans le respect du droit de l'Union européenne et du droit français, et de relancer une dynamique économique vertueuse entre ces deux ports, dans l'attente de la création du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) avec la Région Autonoma della Sardegna.

Il s'agit de pérenniser l'exploitation d'une ligne maritime aujourd'hui délaissée par l'initiative privée, malgré une demande des usagers.

#### La nécessité d'une coopération pour pérenniser les liaisons Corse/Sardaigne :

L'historique de la desserte maritime entre la Corse et la Sardaigne et les études menées par l'Office des Transports de la Corse en partenariat avec la Regione Autonoma della Sardegna, dans le cadre du programme Interreg, et plus spécifiquement entre Prupia et Porto-Torres, démontre qu'au cours des 7 dernières années, l'exploitation de la ligne a été sinistrée, à cause d'un taux de remplissage des navires insuffisant, lui-même encouragé par une offre de transport inadaptée.

Jusqu'en 2016, la liaison entre Prupia (Corse) et Porto-Torres (Sardaigne) était assurée par l'initiative privée, en l'absence de tout régime d'obligations de service public (qu'il soit unilatéral ou conventionnel). Cependant, cette ligne n'a pas pu être maintenue de façon régulière, en raison notamment de l'incapacité des compagnies à l'assurer toute l'année, faute de rentabilité économique.

Les enjeux en termes de transport de marchandises (fret) sont pourtant particulièrement prégnants, avec notamment l'approvisionnement de la Corse en matières premières. A titre d'exemple, la fourniture de l'urée depuis la Sardaigne, en partie destinée à la production d'électricité pour les centrales thermiques de Corse, est importante pour le captage des gaz polluants dans l'île.

Quant au transport de passagers entre la Corse et la Sardaigne, il souffre d'un caractère de saisonnalité qui ne permet pas au marché de s'autoréguler. Il en résulte une pénalisation des travailleurs transfrontaliers, des résidents et du tourisme.

Ces facteurs confortent la nécessité d'une intervention de la Collectivité de Corse afin de pallier le risque de carence de l'initiative privée.

Pour surmonter le risque réel de rupture des connexions permanentes entre la Corse et la Sardaigne et pour mettre en valeur les relations entre les îles, la Région autonome de Sardaigne (RAS) et la Collectivité de Corse sont en cours de création d'un GECT à l'horizon fin 2019, qui permettra de gérer des liaisons maritimes et aériennes transfrontalières sur la base du règlement européen 1082/2006 modifié par le règlement 1302/2013.

Durant la période transitoire qui s'étendra jusqu'à la création du GECT et à sa mise en œuvre opérationnelle et afin de combler le besoin de liaisons transfrontalières

maritimes corso-sardes, il convient de pérenniser la ligne en recherchant une solution juridique transitoire qui soit compatible avec la législation et la jurisprudence européennes.

#### Le besoin de service public sur la ligne Pruprà / Porto-Torres :

Afin de se conformer aux règles de l'Union européenne sur les aides d'État et l'encadrement des services d'intérêt économique général (SIEG), il faut en premier lieu définir le périmètre du futur service public de transport maritime.

Si l'initiative purement privée est défaillante, le service public de transport maritime peut être assuré soit par des obligations unilatérales de service public (OSP), soit à défaut par un contrat de délégation de service public (DSP), soit par le cumul entre un régime unilatéral et conventionnel d'obligations de service public.

Afin d'identifier le futur périmètre de service public, il faut démontrer qu'il existe "une carence de l'initiative privée" en matière de desserte maritime entre les ports de Pruprà et de Porto-Torres. La carence des compagnies maritimes en situation de libre concurrence peut être quantitative (capacités, fréquences, régularité insuffisantes) ou qualitative (ports desservis, tarifs pratiqués, horaires, capacité à transporter différents types de marchandises, dont les matières dangereuses, qualité de service à bord des navires, équipage des navires, etc...).

Concernant la ligne Pruprà / Porto-Torres, les fortes fluctuations de flux liées à des facteurs exogènes (rotations supprimées, maintien artificiel de la ligne malgré son caractère déficitaire, départ de certains opérateurs) complexifient la méthode d'identification de la carence de l'initiative privée et donc, du besoin de service public.

#### Les études conduites sur les liaisons corso/sardes :

Des études ont été conduites par l'OTC, en partenariat avec la Regione Autonoma della Sardegna dans le cadre du programme Interreg, depuis 2016 destinées à établir s'il existe ou non une carence de l'initiative privée sur les liaisons Corse/Sardaigne. Et notamment, en ce qui concerne le présent rapport, sur la ligne Pruprà / Porto-Torres, ainsi qu'à établir un état des lieux actuel de la desserte maritime Corse / Sardaigne, exprimé sur la base des données disponibles au 31 décembre 2017. Il s'agit de présenter les flux de passagers et les volumes de marchandises transportés entre la Corse et la Sardaigne (cf. annexe).

A ce jour, une seule compagnie maritime réalise, sporadiquement et sans véritable information des usagers, des traversées entre les ports de Pruprà et de Porto-Torres. Cette desserte est réalisée sans encadrement juridique. Elle relève du champ de l'initiative privée.

L'exploitation de la ligne accuserait un déficit d'exploitation structurel qui trouverait sa cause dans un taux de remplissage insuffisant des navires et donc, dans l'insuffisance de recettes pour compenser les charges d'exploitation. L'historique de la desserte maritime entre la Corse et la Sardaigne, et plus spécifiquement entre Pruprà et Porto-Torres, démontre qu'au cours des 7 dernières années, l'exploitation de la ligne a été sinistrée, du fait d'un taux de remplissage des navires insuffisant, lui-même encouragé par une offre de transport inadaptée.

Il convient donc d'interroger les compagnies afin de déterminer le périmètre du futur service public de transport maritime entre les ports de Prupia et de Porto-Torres.

#### Périmètre du service public de transport maritime entre Prupia et de Porto-Torres :

Avant de se prononcer sur le mode d'exploitation de la ligne Prupia / Porto-Torres qui sera le plus adapté aux besoins des usagers, il est nécessaire au préalable de définir le périmètre du service public de transport maritime pouvant faire l'objet d'obligations de service public.

Pour ce faire, il convient de mettre en œuvre un "test du marché" destiné à interroger les compagnies maritimes dans leur ensemble sur leurs capacités à satisfaire la demande de transport maritime entre les ports de Prupia et de Porto-Torres, telle qu'elle est exprimée par les utilisateurs (flux de passagers et volumes de marchandises).

Les compagnies doivent être invitées à décrire selon quelles modalités et à quelles conditions elles pourraient exploiter la ligne Prupia / Porto-Torres. Elles devraient s'exprimer sur leurs capacités à exploiter la ligne, dans le respect du droit européen des aides d'État et de l'encadrement SIEG (libre concurrence, régime unilatéral d'obligations de service public ou délégation de service public).

Le projet de consultation publique est annexé au présent rapport (cf annexe). Il est proposé de publier cette consultation dans la presse écrite et sur le site internet de la Collectivité de Corse.

A l'issue de la consultation des opérateurs, et selon le degré de précisions des réponses obtenues, la Collectivité de Corse doit se réserver la possibilité de solliciter de la part des opérateurs qui se seront manifestés des précisions sur leurs propositions et leurs visions de la desserte maritime afin d'en vérifier la faisabilité.

#### Le calendrier prévisionnel :

Concernant le test du marché ainsi que la mise en place des futures modalités d'exploitation de la ligne Prupia / Porto-Torres, la Collectivité de Corse et l'Office des transports de la Corse envisagent le calendrier suivant :

04 juin 2018	Publication du test du marché
18 juin 2018	Date limite de réponse
18-29 juin 2018	analyse du test du marché
Selon résultats du test de marché	
02 juillet 2018	Information de la Commission Européenne
30 juillet 2018	Publication de l'avis d'appel public à la concurrence pour DSP
Septembre 2018	Notification à la Commission Européenne
Novembre 2018	Attribution de la DSP
Décembre 2018 à mars 2019	Début de commercialisation
Avril 2019	Début d'exploitation